

Crise: C'est Noël pour les patrons, et l'enfer pour les autres!



Les faits sont têtus, on nous parlait tout d'abord d'une crise américaine des prêts

hypothécaires qui ne devait son origine qu'au non-remboursement de clients insolubles, puis ce fut la faute de quelques banquiers qui n'avaient pas respecté les règles de la finance internationale. Un peu d'ordre dans tout cela et ça allait repartir...

Capitalisme
Un système qui marche sur la tête...



Ensuite la crise a traversé l'Atlantique pour menacer pratiquement toutes les banques européennes, qu'il a fallu sauver à coup de milliards d'euros auparavant introuvables pour répondre à l'urgence sociale. Aujourd'hui, les masques sont tombés et l'économie mondiale est en récession, l'économie réelle est malade d'une accélération de la crise structurelle du capitalisme mondial.

Le capitalisme financier, fusion du capital industriel et du capital bancaire est l'unique responsable de cette crise. Préférant spéculer sur les marchés financiers mondiaux, les profits engrangés sur le dos des salariés, ils ont cédé à la démesure en oubliant que seule la production industrielle crée les richesses et que le reste n'est que du papier.

Aujourd'hui, avec la même démesure pour sauver leurs profits, ils annoncent des plans de fermeture et des licenciements. Les gouvernements volent à leur secours en annonçant des plans de lutte contre la récession, des projets de réformes indispensables pour faire baisser le coup du travail. Il faudrait travailler jusqu'à 70 ans, et même le dimanche... Et ce sont toujours les mêmes qui trinquent...

Pourtant nombreux sont ceux qui ne veulent plus payer la crise à la place des véritables responsables. D'autres redécouvrent la réalité de la lutte des classes et l'impossible communauté d'intérêts entre les patrons et les salariés. D'autres encore rêvent d'abattre le capitalisme... Les communistes qui n'avaient pas abandonnés les concepts du marxisme sont de nouveau écoutés avec intérêt.

Pourtant, si la période est propice pour faire avancer nos idées, elle n'est pas aussi

Publication du Cercle Henri Barbusse, de la Coordination Communiste 59-62, du Cercle Communiste d'Alsace et du Cercle Communiste de Région Parisienne



AU SOMMAIRE...

- P2** : C'est aux riches de payer leur crise !
- P3** : L'automobile et la crise, par G. Six, USTM-CGT
- P5** : Les amis de la FSM, par C. Hoareau, Rouges vifs 13
- P5** : Casse des Droits des Travailleurs au « pays des Droits de l'Homme »
- P6** : Election de miss PS
- P7** : PCF, le vrai rôle des « entristes »
- P8** : Jean-Marc Rouillan et le piège médiatique
- P9** : La Marseillaise sifflée, par le Collectif National des Sans Papiers
- P10** : Election de Barak Hussein Obama aux USA
- P11** : Ouragan GUSTAV ; solidarité avec nos camarades cubains !
- P11** : Congo ; guerre froide des USA contre la Chine
- P12** : Palestine ; Un seul Etat démocratique et laïc !
- P14** : Habache en Palestine, par le CCRP
- P14** : Sommet de l'OTAN à Strasbourg, par le CCA
- P15** : Conférence d'Annie L-Riz à Lille en octobre dernier, par D. Rougerie, PCF- cellule Pierre Simonot
- P16** : Trois révolutions qui ébranlèrent le monde !

propice à la montée spontanée des luttes. Les salariés sont affaiblis parce qu'ils ne disposent plus des organisations syndicale et politique capables de les conduire dans des actions victorieuses. Alors profitons de ce regain d'intérêt pour reconstruire des organisations révolutionnaires. Transformons les salariés en colère en militants qui luttent. Préparons nous pour les luttes à venir.

Malgré cette crise, le capitalisme mondial reste fort ; les gouvernements, les organismes internationaux viennent à son secours. Ce capitalisme aux abois est capable de beaucoup d'excès pour garantir les marchés et retrouver les meilleurs taux de profit. Il est prêt à tout, y compris à déstabiliser des pays, des régions du monde, pour maintenir pour les pays riches des accès aux énergies et aux matières premières. Les massacres au Congo en sont une première démonstration. Une guerre mondiale s'annonce si les populations n'y prennent pas garde.

Pourtant en Amérique Latine, des pays continuent malgré tout à construire des voies originales pour un monde plus juste. Et même aux Etats-Unis, l'élection de Barak OBAMA, par sa portée symbolique pour les droits des plus faibles, fait la démonstration des contradictions que développe le capitalisme dominateur... Préparons ensemble aujourd'hui les lendemains qui chantent !



Affiche communiste anglaise pendant la crise des années trente : « L'homme du haut : 'Egalité de sacrifice, quelle bonne idée les amis ! Que chacun descend d'un cran ! »

C'est aux riches de payer leur crise!

La plus grande crise depuis 1929 secoue l'économie capitaliste mondiale. Les gouvernements des grandes puissances impérialistes injectent des centaines de milliards de dollars pour tenter d'enrayer la crise. Les mêmes qui nous disaient ne plus avoir d'argent pour financer nos retraites ou notre sécurité sociale se mobilisent pour sauver les monopoles bancaires et industriels. Les mêmes nous appellent une nouvelle fois à se serrer la ceinture pour payer la crise de leur système. Car contrairement à ce qu'ils nous disent, la crise ne vient pas de quelques spéculateurs voyous mais c'est bien la crise du capitalisme lui-même, ce système tout juste bon à produire de la misère, de la guerre et du chômage.

D'où viennent les crises ?

Comme toutes les crises précédentes, la crise actuelle est le résultat inévitable des lois du capitalisme. Dans ce système d'exploitation le scénario suivant est sans cesse rejoué :

- Chaque groupe capitaliste comprime les revenus salariaux pour être concurrentiel et ainsi maximiser ses profits,
- Il en découle une baisse du pouvoir d'achat des salariés qui ne peuvent plus acheter les produits dont ils ont besoin,
- Pour quand même vendre ses marchandises, le capitalisme, par l'intermédiaire de ses banques, se drogue c'est-à-dire qu'il incite les salariés à prendre des crédits pour quand même pouvoir acheter,
- Mais les capacités d'endettement des salariés ont une limite et c'est alors la crise : les salariés ne peuvent plus rembourser, les titres des banques prêteuses chutent en bourse et les entreprises ne peuvent plus vendre leurs productions.

A la source de la crise il y a donc la contradiction entre les forces productives modernes (les sciences et la technologie d'aujourd'hui permettent de produire sur une grande échelle) et les rapports de production capitaliste (qui sont basés sur le besoin du capitaliste de réduire les salaires pour augmenter son profit). Inévitablement le pouvoir d'achat volé aux salariés finit par manquer pour écouler les marchandises produites.

D'où vient cette crise ?

Depuis 1980, de nouvelles politiques économiques ont été imposées de force aux peuples du monde. C'est cela la mon-

dialisation capitaliste. Concrètement ces nouvelles politiques sont la privatisation des entreprises publiques (c'est-à-dire la hausse des coûts du gaz, de l'électricité, des transports, etc.), la déréglementation du droit du travail (c'est-à-dire le développement des emplois précaires), le gel des salaires (c'est-à-dire la baisse du pouvoir d'achat), etc. Toutes ces mesures sont concrètement du transfert de revenus du travail (c'est-à-dire des salariés) vers le capital (c'est-à-dire les propriétaires des entreprises et des banques qui sont de plus les mêmes).

Cette ponction énorme sur nos salaires et pensions depuis trois décennies n'a pas été utilisée pour investir dans de nouvelles entreprises. Elle a été placée en bourse, car chaque groupe capitaliste ne connaît qu'une loi : celle de la maximisation de ses profits. Si la spéculation en bourse est plus rentable que l'investissement industriel, ces groupes n'hésitent pas un instant et jettent à la rue par ce choix des centaines de milliers de salariés.

Qui va payer la crise ?

Nous ne sommes qu'au début de cette crise. Pour en sortir, les groupes capitalistes (dans l'industrie comme dans la banque) les moins touchés vont absorber les groupes les plus en difficultés. Chaque groupe va tenter de tirer son épingle du jeu en réduisant les coûts de production (c'est-à-dire en baissant les salaires, en délocalisant vers des pays où la main d'œuvre est encore plus exploitée, en accélérant les cadences, etc.). Concrètement si nous les laissons faire, ce sont la classe ouvrière et les couches moyennes qui payeront la crise.

Mais ceci n'est pas une fatalité ! Tout dépend de nos luttes. Les capitalistes ne sont pas fous et devant un mouvement social de grande ampleur, ils savent qu'il est préférable pour eux de faire des concessions plutôt que de risquer une radicalisation du mouvement. Concrètement ces concessions ne sont rien d'autre que les restitutions aux travailleurs du pouvoir d'achat qui leur a été enlevé depuis trois décennies.

**Ce sont nos luttes qui décideront !
C'est aux riches de payer leur crise !**

Le 31 octobre dernier, la Coordination Communiste 59-62 organisait une conférence-débat dans un quartier populaire de Lille, Wazemmes, pour rappeler que les crises capitalistes ont été expliquées depuis longtemps par Karl Marx et les théoriciens du marxisme. Le succès de cette initiative démontre une chose : Le besoin d'explications sur cette crise se fait cruellement sentir, en particulier dans les quartiers... Depuis le début de l'année, la vente du Capital de Karl Marx a augmenté de 900% !

La Coordination Communiste prévoit de réitérer cette initiative dans d'autres quartiers de la Métropole lilloise. Tenez-vous informés en visitant notre site Internet. Vous trouverez sur ce même site une vidéo et un document audio de cette conférence et du débat qui a suivi.



La crise de l'automobile n'existe pas ; C'est la crise du capitalisme tout simplement !

Pour Chantiers, notre camarade **Gérard SIX**, responsable CGT du Collectif Auto 59-62, rétablit la vérité sur le secteur automobile contre la propagande médiatique...



Peu de travailleurs, toutes générations confondues, se souviennent que c'est la lutte de la population du Nord/Pas de Calais qui a permis l'implantation et le développement de l'industrie automobile après l'affaiblissement des industries de la sidérurgie et la casse du textile et des mines. A cette époque ce combat de classe a fait plier le capital et son valet représenté par Pompidou, président de la République. Aujourd'hui, le Nord/Pas de Calais est la deuxième région automobile de l'Hexagone, après l'Île de France. 60000 salariés y travaillent, dont 23000 dans les sept sites de fabrication que sont *La Française de Mécanique*, *SMAN*, *Renault Douai*, *Renault Maubeuge*, *Sevelnord*, *STA*, *Toyota* (pas moins de quatre sont situés dans le Valenciennois) sans compter les emplois précaires qui sont en constante évolution au détriment de l'emploi CDI.

La crise du capitalisme est une aubaine pour les dirigeants des groupes automobiles qui veulent accélérer le démantèlement industriel en France : Ces industries sont en ligne de mire de restructurations importantes pour répondre aux profits immédiats.

Quelle chance pour des PDG tels que les Carlos Ghosn (Renault), Streiff (Peugeot) d'expliquer devant les médias que les licenciements se justifient par la crise économique (c'est l'arbre qui cache la forêt), alors qu'en réalité ils ne répondent qu'à une seule stratégie ; sortir le plus de voitures et le plus rapidement possible avec moins de salariés, payés le moins cher possible.

Mais avec cette surproduction qui consiste à licencier des travailleurs en masse pour faire le même travail avec moins de salariés, sous

payés par toutes sortes de mesures, avec l'aide de gouvernements complices, à qui donc ces capitalistes vendront-ils leurs marchandises, s'ils ne cessent d'appauvrir leurs clients !

La mobilisation des travailleurs dans l'action, qu'ils soient dans un site de production ou équipementiers est le seul choix pour arrêter le massacre industriel.

Cela est possible car des luttes se développent ; défensives, contre les délocalisations qui placent les travailleurs sur la défensive... mais aussi offensives, sur des revendications aussi fortes que les salaires, les conditions de travail, l'emploi, les retraites qui permettent d'obtenir localement des acquis importants.

Bien sûr, les médias n'exploitent pas ces sujets, on ne sait jamais ; cela peut inciter des travailleurs à rentrer plus vite dans l'action. Malgré tout, ces succès nous montrent que lorsque l'offensive est le guide, les résultats sont là.

Ce que les travailleurs obtiennent avec leurs syndicats CGT au niveau local, il est important de l'obtenir nationalement en travaillant à instaurer, à partir des luttes « à la base », un rapport de force global qui contraigne le pouvoir à céder sur des revendications aussi importante que le maintien et le développement du tissu industriel, et de progrès social tels que : L'augmentation réelle des salaires à 1600€ nets après déduction des cotisations sociales, une véritable retraite à 55 ans et 50 ans pour les travaux

Sauvons les actionnaires qui ont perdu nos économies au jeu!

Solidarité
avec les banques
en faillite!



pénibles avec un départ pour une embauche, une véritable réduction du temps de travail à 35H (5 jours x 7H=35H) développant l'emploi CDI, améliorant les conditions de travail.

L'argent existe pour répondre au progrès social : Les groupes automobiles ont bénéficié en 2007 de plus de 42,9 millions d'€ d'exonérations de cotisations de Sécurité Sociale (dites exonérations «bas salaires»). Moins on est payé, plus les directions d'entreprises bénéficient d'exonérations et plus la Sécu boit le bouillon ! Avec ce fric détourné de la sécu depuis des années, on peut payer les retraites dès 55 ans et 50 ans pour les travaux pénibles.

Du côté des PDG, il y a de quoi répondre au progrès social : Streiff, PDG Peugeot a touché en 2007 une rémunération de 1,9 million d'euros. La bagatelle de 5796€ par jour, samedis, dimanches et jours fériés compris !!! Il propose à l'assemblée des actionnaires PSA le 28 mai de verser 351 millions d'€ de dividendes (+11% aux actionnaires), de l'autoriser à prendre en 2008 jusqu'à 1,1 milliard d'euros dans les caisses de l'entreprise pour effectuer le rachat de 17 millions d'actions pour diminuer celle-ci et gonfler son prix unitaire, c'est purement et simplement de la spéculation ! Sans oublier les 2500 millions de stock-options aux principaux dirigeants de l'entreprise en plus de leurs rémunérations «habituelles». Ghosn, PDG Renault, a levé 315000 stocks-options depuis son arrivée chez Renault en qualité de directeur général. Il en a ven-

du 90000, réalisant une plus-value nette de 3,400 millions d'euros...Et il possède toujours 225000 actions. Au-delà de la plus-value espérée lors des ventes, Ghosn se versera rien qu'en dividende, pour l'année 2009, plus d'1million d'euros et le super-Bonus si Renault atteint 6% de marge opérationnelle. Tout ça au détriment des salariés et de l'outil industriel.

Les travailleurs de l'auto en ont ras-le-bol ; ils l'ont montré physiquement en manifestant en masse au salon de l'auto le 10 octobre 2008, c'était un premier galop d'essai, le deuxième n'est sûrement pas loin !!!



Les syndicalistes métallo au salon de l'Automobile

**FACE A LA CRISE
LA DERNIERE TROUVAILLE
DE SARKO**



Nicolas: « Aide-moi, François, à décrocher ce nu de Carla. J'ai une idée qui ne mange pas de pain. L'Elysée va le reproduire en 38 000 posters géants et obliger chaque maire de France et d'Outre-mer à l'accrocher sur la façade de son hôtel de ville. Par mimétisme avec la première Dame, les gens finiront bien par manger moins, donc dépenser moins. Tu te rends compte les gains de pouvoir d'achat pour les familles! Le temps de la crise, ils se serrent la ceinture, avalent le strict minimum vital pour retrouver la taille mannequin. Et pour nous, c'est win-win, gagnant-gagnant, pour les caisses de l'Etat et tout bénéfice pour la lutte contre l'obésité! »



Tiré d'un récent tract de l'Union Locale CGT de Douai exigeant un plan d'urgence face à la crise et aux suppressions de postes dans la région →



le scandale

Attention, les rémunérations ici révélées sont susceptibles de heurter la sensibilité d'un public non averti. Les revenus encaissés en 2007 par les patrons des 40 plus grandes entreprises françaises ont augmenté... de 58 %.

Une hausse ébouriffante, indécente pour certains, obtenue par l'addition de toutes leurs rémunérations.

En bas de cette longue colonne de chiffres, un total record pour les 40 patrons : 161 millions d'euros en 2007, contre 102 millions en 2006.

Le gain moyen par tête atteint quatre millions et provient pour une part des profits réalisés en levant leurs stock-options.

**LE TOP
10
DES
BONUS
EN
MILLIONS
D'EUROS**

Nom Société	Bonus variable 2007 (1)	Variable sur un an
Guillaume Poltrinal Unibail-Rodanco	0.92	+143%
Jean-Cyril Spinetta Air France-KLM	0.64	+93%
Pierre Gadonneix EDF	0.33	+90%
Louis Gallots EADS	0.96	+86%
Bruno Lafont Lafarge	1.94	+62%
François-Henri Pinault PPR	1.38	+50%
Georges Pauget Crédit agricole	0.96	+47%
Pierre Verluca Vallourec	0.39	+32%
Gilles Pélisson Accor	1.45	+32%
Lakshmi Mittal ArcelorMittal	1.39	+30%

Syndicalisme :

Pourquoi fonder l'association « Les amis de la FSM » ?

Questions à Charles Hoareau, un des fondateurs de l'Association Nationale « Les amis de la FSM ». Charles Hoareau s'est fait connaître comme dirigeant du Comité des Chômeurs CGT de Marseille, notamment lors de la lutte victorieuse des « recalculés » en 2003. Il a été dirigeant national des Comités de Chômeurs CGT de 1993 à 2007. Ancien membre du PCF, il poursuit aujourd'hui son engagement communiste au sein de l'association « Rouges Vifs 13 ».



Chantiers : Charles, peux-tu nous rappeler ce qu'est la Fédération Syndicale Mondiale ?

C. H. : Pour répondre il faut avoir une bonne connaissance de là où en est le syndicalisme international aujourd'hui (on peut lire sur le site Internet *Rouge Midi* plusieurs articles consacrés à cette question). La FSM, première organisation internationale de travailleurs (et longtemps la seule), fut affaiblie en pleine guerre froide par une scission et la création, sous l'impulsion des syndicats américains, eux-mêmes financés par la CIA, de la CISL, confédération des syndicats soit disant libres. Pour ne pas être en reste, sous l'impulsion du Vatican, les syndicats chrétiens se regroupèrent dans la CMT.

En France seule la CGT resta donc à la FSM [jusqu'à sa désaffiliation en 1995], FO et la CFDT rejoignant la CISL et la CFTC, la CMT. Bien sûr ces divisions et nombre d'autres éléments ont conduit à l'affaiblissement du syndicalisme international et au fait qu'aujourd'hui, la grande majorité des travailleurs du monde ne sont affiliés à aucune organisation internationale. Ce qui est quand même un sacré manque à gagner pour les luttes et un paradoxe dans le monde où nous vivons.

C'est pour remédier à cette situation qu'eut lieu à La Havane en 2005 le *Congrès Syndical Mondial*, qui fut celui du renouveau de la FSM. Parallèlement, la CISL et la CMT décidaient de fusionner pour créer la CSI, organisation qui refuse de travailler avec la FSM. On a donc aujourd'hui : La CSI (à laquelle en France la CGT, FO, la CFTC, la CGC, la CFDT sont affiliées) ; La FSM (à laquelle en France sont affiliées quelques organisations de la CGT dont la fédération de l'agro-alimentaire) ; Une majorité de syndicats non affiliés (en France la FSU, *Solidaires* et plusieurs féd. CGT).

Chantiers : pourquoi avoir créé « Les Amis de la FSM » ?

C. H. : La création de l'association *Les Amis de la FSM* répond au besoin d'aider au rassemblement des organisations et des syndicalistes qui veulent défendre le point de vue d'un syndicalisme de classe, organisé du Nord au Sud.

Pour définir les buts que nous nous assignons le plus simple est de reprendre les termes de notre déclaration initiale de constitution :

« Du Nord au Sud, les travailleurs n'ont qu'un adversaire commun : le capitalisme mondialisé. Pour lutter contre celui-ci les salariés ont besoin d'une orga-

nisation internationale qui lutte pour les droits des travailleurs du monde, contre l'impérialisme et pour la paix, une organisation indépendante des multinationales et des gouvernements à leur solde.

Depuis le congrès du syndicalisme mondial de La Havane à l'initiative de la FSM, un vent nouveau souffle sur le syndicalisme de classe international.

Prenant acte de cet événement qui ouvre des perspectives aux salariés du monde entier, des syndicalistes français ont décidé de créer en France l'association « Les Amis de la FSM », non pour ouvrir des polémiques avec le syndicalisme français, mais pour affirmer une solidarité internationale, soutenir les luttes des travailleurs contre les grands groupes internationaux, lutter pour que les services, les productions et les moyens de leurs financements échappent aux intérêts privés mais soient propriétés des peuples et maîtrisés par eux.

Ce syndicalisme de lutte ne peut se bâtir dans l'allégeance aux structures politiques et institutions internationales existantes, mais au contraire en se situant de manière indépendante vis à vis de celles-ci avec comme seule boussole l'intérêt des travailleurs du monde. »

C'est dans cet esprit que nous avons appelé en France au 7 octobre sur les bases qui sont les nôtres.

Casse des Droits des Travailleurs au « pays des Droits de l'Homme »

Le gouvernement sarkozyste n'aura pas chômé cette année: aidé par les plus grandes directions confédérations syndicales, dont celle de la CGT, il a porté un coup dur aux salariés de France.

A coup de lois, votées en Juin et en Août 2008, le patronat a obtenu de grandes avancées.

Le premier volet de la loi du 23 Août 2008 ("sur la représentativité syndicale", transposition législative de la position commune signée en avril entre le MEDEF, la CFDT et la CGT) entrave sévèrement l'implantation syndicale dans les entreprises qui avait été arrachée au prix de luttes ouvrières en 1968. Dépendante des résultats des élections professionnelles dans l'entreprise, la désignation des délégués syndicaux, seuls habilités

à négocier les accords d'entreprise, sera désormais livrée aux manœuvres patronales qui n'hésiteront pas à faire pression sur les salariés, notamment dans les petites entreprises, voire à acheter leurs votes pour limoger un délégué syndical gênant. Et comme les organisations syndicales doivent désormais prouver leur représentativité à l'occasion de ces élections, soyons certains que les syndicats jaunes à qui les salariés mis sous pression ne manqueront pas d'apporter leurs voix, auront de beaux jours devant eux. La porte est grande ouverte aux accords d'entreprise dont rêvent les patrons mais que pouvaient empêcher de vrais délégués syndicaux. Rappelons que ce pouvoir de négocier les accords d'entreprise est fondamental puisqu'aujourd'hui une grande partie des dispositions du Code du Travail peuvent être dérogées par accord d'entreprise, dans un sens moins favorable pour les salariés.

Et cela tombe très bien pour le patronat ! Puisque le second volet de cette loi du 23 août 2008 prévoit que nombre de dérogations aux dispositions relatives à la durée et à l'aménagement du temps de travail pourront elles aussi être négociées entreprise par entreprise. Exemple le plus frappant : le contingent d'heures supplémentaires, fixé à 220 heures maxi, pourra désormais être négocié, librement dans chaque entreprise et à défaut seulement, on se référera aux limites négociées au niveau de la branche (librement car, heureuse nouvelle pour le patronat : l'Inspecteur du Travail n'aura plus à être informé de l'utilisation des heures supplémentaires, et mieux : plus besoin de son autorisation pour dépasser le contingent annuel d'heures supplémentaires !).

Le rapport de force est clairement déplacé du niveau où les syndicats sont les plus forts et où la représentation est la plus collective (la branche) au niveau de

l'entreprise où toutes les manœuvres seront possibles pour arracher des faux syndicats, des accords durs pour les salariés.

Mais Sarkozy n'aura pas été ingrat envers la classe qu'il représente : par cette loi, il offre généreusement aux patrons la possibilité de faire travailler encore plus leurs salariés et ce, en réduisant les jours de repos et en contournant les moyens de suivi et de contrôle existants. Ce sont les cadres qui en font le plus les frais : ils vont travailler de 17 à 62 jours de plus par an. On s'attaque à leurs RTT, à leurs jours fériés, à leurs samedi, et ce, en dépit de constats alarmants : le taux de suicide et le stress au travail augmentent chez les cadres, qui sont de plus en plus pressurés. Et en échange d'une contrepartie financière ridicule, on brade leurs conditions de travail. Ce sont nos congés payés, nos RTT, nos samedi qui sont remis en cause : suppression du repos compensateur obligatoire au delà de la 41^{ème} heure, possibilité d'échanger des jours de repos contre de l'argent... L'augmentation du pouvoir d'achat se monnaie au prix fort : la san-

té !

Et c'est pas fini ! Une autre loi du 25 Juin 2008 précarise tous les salariés. La rupture du contrat de travail est facilitée pour le patronat : les périodes d'essai, renouvellement compris, sont augmentées à 4 mois pour les ouvriers, 6 pour les agents de maîtrise et 8 pour les cadres !

Un « CDD de projet » vient de naître : il consiste à faire travailler les cadres (dans un premier temps) pendant la durée d'un projet et à s'en débarrasser une fois le projet réalisé. Les CDD sont limités jusque là à 18 mois, mais ce CDD va pouvoir durer jusqu'à la réalisation du projet, dans un délai maxi de 36 mois. Et alors que la rupture d'un CDD était fortement encadrée et pour ainsi dire impossible sauf cas de force majeure, ce CDD pourra être rompu pour n'importe quel motif à partir de 18 mois. La rupture conventionnelle est un autre cadeau fait au patronat : le salarié et son patron pourront d'un commun accord rompre leur contrat sans possibilité de contestation au delà d'un délai de douze mois à compter de son homologation...

Les cadeaux faits au patronat cette année sont encore nombreux et le gouvernement au pouvoir ne cesse de détruire les protections des salariés en matière de travail. Sa lutte organisée et incessante contre nos droits n'a pas d'autre objectif que de servir les intérêts des patrons qui ont besoin d'augmenter au maximum leurs profits pour faire face à la concurrence et écraser les autres entreprises. Et l'augmentation des profits passe nécessairement par notre appauvrissement, par la dégradation de nos conditions de travail et donc de notre santé, par la perte de nos Droits... Toutes les catégories de salariés sont désormais touchées : du cadre à l'ouvrier. Cette guerre économique se fait à nos dépens. Cette guerre n'est pas la nôtre !

Exigeons de nos syndicats qu'ils soient combattifs ! Chassons ceux qui en notre nom collaborent à cette guerre ! Luttons tous ensemble pour la défense de nos Droits et contre la politique de Sarkozy et du MEDEF !

Et si l'élection de Miss PS n'avait été qu'une vaste comédie préméditée... à l'américaine!

Durant plusieurs semaines, la presse écrite et radiotélévisée nous a gonflé avec les primaires socialistes et plus particulièrement avec le duel fratricide des reines Martine et Ségolène. Ces femmes de pouvoir, ex-filles à papa, ex-énarques, ex-conseillères de Mitterrand, ont produit devant la France entière un spectacle affligeant et peu reluisant.

Leurs escarmouches, comme celles de leurs seconds couteaux, sont vite apparues comme déphasées et déplacées en rapport des préoccupations quotidiennes des travailleurs et de leurs familles. Beaucoup de gens de gauche ont découvert là, la face cachée des mœurs ordinaires des appareils politiques de la bourgeoisie.

Cependant, nous aurions tort de croire que par cette exhibition publique de désaccords, par cette foire d'empoigne « people », le PS s'est fait hara-kiri ou a pris un coup fatal... et qu'il suffirait de ramasser ses miettes!

Robert le mutant claque la porte



Ce serait ne pas comprendre que le PS, comme ce fut toujours son habitude dans les phases de basses eaux, multiplie les écuries, lâche les éléphant(e)s dans l'arène, habile méthode pour ratisser large, requinquer toutes ses troupes puis un jour réaliser la synthèse et l'unité du parti réformiste (en nommant même comme porte-parole Benoît Hamon, figure d'une soi-disant « aile gauche »).

Aussi n'est-il pas sot d'avancer l'idée que tout ce feuilleton à l'eau de rose a été une belle pièce montée pour occuper la Une de l'actualité, séduire de nouveaux groupies, stimuler la vie interne des sections, donc regagner du terrain perdu. C'est plausible, puisque le 24 novembre dernier, veille de l'élection de Martine Aubry, dans l'émission « Mots croisés » PS - *Jusqu'où iront-ils ?* la chroniqueuse socio-royaliste, Laure Adler déclarait sans fard: « Je les aime toutes les deux, ces deux sœurs siamoises. Finalement, leur combat aura été fécond pour l'avenir... ». Comprendre: pour l'avenir... de l'Europe impérialiste et de l'alternance démocratique bourgeoise!



PROFITEZ DE CE NUMÉRO POUR VOUS

ABONNER!

CHÈQUE À L'ORDRE DE LA COORDINATION COMMUNISTE
10 EUROS = 6 NUMÉROS
COORDINATION COMMUNISTE, BP 51, 59007 LILLE CEDEX
COORDCOMMUNISTE@NUMERICABLE.FR

34^{ème} Congrès du PCF : Le vrai rôle des « entristes »...

Une des nombreuses conséquences de la mutation sociale-démocrate du PCF est sa récente perméabilité vis à vis des groupes trotskistes qui auparavant n'avaient d'autre hôte à parasiter que le PS. Le 34^{ème} Congrès du Parti est l'occasion d'observer une nouvelle fois dans la pratique le véritable rôle anticommuniste que jouent et qu'ont toujours joué les trotskistes, divisant le camp des opposants interne à la ligne de la direction liquidatrice et sa motion, portée notamment par nos camarades de la section du 15^{ème} arrondissement de Paris.

Si le résultat des votes confirme l'impossibilité de « redresser » le PCF de l'intérieur, cadennassé par sa direction et divisé par les réformistes déguisés de « La Riposte » en lien avec elle, il montre aussi que les camarades opposés à la direction ne manquent pas et qu'ils auraient pesé bien plus lourd sans la troisième motion rivale trotskiste de « La Riposte ». Nous approuvons les réactions saines de nos camarades signataires de la motion communiste anti-direction contre ces diviseurs. Nous citons ici quelques unes de ces réactions, que nous partageons entièrement.

Nous sommes amenés à rejeter clairement la démarche et les avances des animateurs du groupe « La Riposte ». Ils ne s'en cachent pas. Ils n'ont rien à voir avec le PCF, sa structure et son histoire. Organisés en groupe extérieur, ils se définissent, ouvertement, comme l'antenne en France d'un groupe international se revendiquant « trotskyste », basé dans le monde anglo-saxon. Selon la doctrine de leurs inspirateurs directs affichés, les obscurs Ted Grant et Alan Wood, ils font de l'entrisme le fondement de leur pratique politique. Cette doctrine les a amenés à adhérer au Parti travailliste en Grande-Bretagne et au PS en France. Depuis quelques années, dans la situation de crise traversée par le PCF, ils décident de changer de parti, de passer du PS au PCF. Si l'on suit leur principe entriste, ce ne peut être qu'en espérant influencer des militants communistes en déshérence. Depuis qu'ils sont au PCF, ils tentent

de propager, principalement par internet, indépendamment de toute base militante, des textes susceptibles de convenir aux communistes restés marxistes. Leurs écrits, par exemple sur Cuba, se sont adaptés à leur nouveau parti. Ils bénéficient d'une complaisance certaine de la part des directions les plus réformistes du PCF, notamment à Paris, qui peuvent y trouver un dérivatif, un repoussoir, une entrave à l'union des communistes opposés à la liquidation du PCF. C'est ce que constatent aussi nos camarades italiens de la Refondation communiste dans la préparation de leur congrès où une motion parasitaire de l'antenne italienne du même groupe essaie de faire diversion avec la bénédiction des directions sortantes désavouées depuis les dernières élections (« Le PCF et ce qu'il représente attire les convoitises », 22 juillet 2008, Section PCF du 15^{ème} arrondissement de Paris).

A défaut de « renouer avec le marxisme », La Riposte ne propose rien d'autre que de « renouer avec le PGE » et « renouer avec Maastricht », c'est-à-dire « renouer avec la direction liquidatrice du PCF ». La Riposte « rabat » les communistes qui s'interrogent sur le cours que la direction fait prendre au parti ... dans les bras de cette direction. Au moment même où ce texte de La Riposte est largement diffusé, la Fédération de Paris du PCF refuse ses locaux aux animateurs du texte « Faire vivre et renforcer le PCF », mais les donne, sans difficulté, à La Riposte. : Un aveu des commanditaires du groupe pro-Maastrichtien « La Riposte ». » (« Pour qui roule La Riposte ? » V. F. signataire du PCF 78)

La référence au marxisme peut apparaître au premier abord séduisante pour des camarades qui ne connaissent pas « la Riposte » : c'est en fait un exercice de style pour séduire les militants communistes, qui majoritairement, souhaitent, sous une forme ou sous une autre un « retour aux fondamentaux », donc au marxisme, à la lutte des classes ... Des camarades, parfois les mêmes, peuvent se dire, pourquoi y a-t-il deux textes alternatifs qui, en apparence, portent des critiques similaires à l'égard de la majorité de la direction actuelle ? Parce que le groupe « la Riposte » poursuit un objectif qui lui est propre, qui n'a rien à voir avec l'avenir de notre parti, avec le rassemblement de notre peuple, avec le développement nécessaire des luttes et des convergences d'action. Ce groupe se pose comme « défenseur du marxisme » dans le PCF, alors que ses principaux animateurs étaient au PS jusqu'à la toute fin des années 90 et au début des années 2000. (...) Dans ce contexte où le texte alternatif unitaire est en train de devenir une force incontournable dans le parti, peut-être majoritaire, « la Riposte » tente d'exister, encouragée en cela par certains membres de la direction sortante qui utilisent ce texte comme un « contre-feu » pour diviser et disperser les voix de

certaines camarades isolés et qui ne connaissent pas ce groupe. (...) La direction du PCF connaît les pratiques de « la Riposte », certains jouent même à les favoriser en sous-main contre les communistes qui s'opposent à la disparition et à la dénaturation du PCF – il y a plusieurs exemples locaux aisément vérifiables, le dernier en date étant dans la fédération de Paris, qui autorise « la Riposte » à disposer de locaux fédéraux, et refuse une salle à des camarades signataires du texte alternatif unitaire, dont des camarades responsables de section, des membres du CN, pour qu'ils puissent présenter ce texte aux communistes parisiens ! On croit rêver ! Laisser présenter un texte alternatif à un groupe ouvertement organisé en tendance, comme « la Riposte », sans en dire quoi que ce soit, c'est un choix de la part de la majorité de la direction du PCF. Si les signataires des différents textes avaient été publiés par l'Huma, les communistes auraient aisément fait la différence entre un texte dont ils ne connaissent pas un signataire (celui de « la riposte ») et un autre signé à ce jour par près de 800 militants, responsables de section, de fédération, élus ... (« Deux ou trois éléments à propos de "la Riposte" » par Pierre Robes - PCF 81)

Sans vaccin marxiste-léniniste, le trotskisme revient toujours à l'assaut!



NB : Le Cercle Henri Barbusse prévoit en juin prochain la parution d'une brochure sur l'histoire du trotskisme et sa pratique multiforme actuelle en France.

La recomposition politique bourgeoise en marche : L'Express, journal des milliardaires piège le trotskiste Olivier Besancenot !

Jean-Marc Rouillan annonce son adhésion au NPA. Ce scénario manifestement inattendu pour la bourgeoisie l'amène à interroger le dirigeant de l'ex-groupe politico-armé Action Directe, lui demandant s'il « regrettait son passé politique » et s'il condamnait « la violence ».

Bien entendu Jean-Marc Rouillan explique « ces dernières années, la force de pacification des relations politiques était telle en France qu'elle désarmait tous les conflits, récupérait les initiatives révolutionnaires. Je ne sais pas si on va réussir à crever ce miroir aux alouettes. Porter le conflit jusqu'à l'affrontement. Beaucoup de gens, actuellement, ne peuvent pas aller beaucoup plus loin dans la misère. Il va y avoir des problèmes! D'ailleurs, l'Etat s'y prépare avec des programmes contre-insurrectionnels qui vont jusqu'à l'utilisation de drones... Que fera-t-on, à ce moment-là, en tant que révolutionnaires ? Appeler à voter Besancenot ou amener d'autres pratiques ? ». Puis le journal du grand patronat insiste pour faire préciser à Jean-Marc Rouillan ceci : « Il faut clarifier les choses: le processus de lutte armée tel qu'il est né dans l'après-68, dans ce formidable élan d'émancipation, n'existe plus. Mais en tant que communiste, je reste convaincu que la lutte armée à un moment du processus révolutionnaire est nécessaire ».

Une fois ce « refus du repentir » obtenu, l'information bourgeoise se précipite chez sa coqueluche trotskiste, O. Besancenot, pour lui faire « condamner la violence ». Résultat: la bourgeoisie fait d'une pierre deux coups : remettre Jean-Marc Rouillan en prison, contraindre O. Besancenot à condamner « la violence » en général, alors que celle-ci, qu'elle soit individuelle ou/et groupusculaire ou une explosion sociale spontanée (comme celle des quartiers populaires en 2005 ou suite à des « bavures » policières ou racistes), résulte de la violence intrinsèque faite de chômage, de misère, de famine, de destruction de l'environnement, de guerre que porte le système capitaliste comme la nuée porte l'orage.

Dans sa recherche d'une recomposi-

tion politique en rupture avec la culture et l'histoire communiste du PCF né au Congrès de Tours, la bourgeoisie a dans ses cartons une recomposition trotskiste et pro-européiste à la « gauche » du PS social-libéral, sans et contre le PCF (même avec une direction réformiste social-démocrate). La situation sociale actuelle est grosse d'une violente explosion sociale des masses laborieuses victimes de la surexploitation de classe induite par la crise systémique du capitalisme. Alors il faut aiguiller les forces militantes potentielles vers le NPA tout en s'assurant que son caractère « anticapitaliste » est inoffensif.

Voilà pourquoi Jean-Marc Rouillan est victime d'une vengeance de classe après avoir purgé sa peine. Nous exigeons sa libération et l'invitons à propager auprès de la génération actuelle des communistes révolutionnaires cet enseignement impérisable de Lénine :

« La voie choisie par les populistes pour lutter contre le tsarisme, celle des attentats isolés, de la terreur individuelle, était fautive et nuisible à la révolution. La politique de terreur individuelle s'inspirait de la fautive théorie populiste des « héros » actifs et de la « foule » passive, qui attend les exploits de ces « héros ». Cette fautive théorie prétendait que seules les individualités d'élite font l'histoire, tandis que la masse, le peuple, la classe, « la foule », comme s'exprimaient dédaigneusement les écrivains populistes, est incapable d'actions conscientes, organisées ; qu'elle ne peut que suivre aveuglément les « héros ». C'est pourquoi les populistes avaient renoncé à l'action révolutionnaire de masse au sein de la paysannerie et de la classe ouvrière et étaient passés à la terreur individuelle. Les populistes amenèrent un des plus grands révolutionnaires de l'époque,

Stépan Khaltourine, à abandonner le travail d'organisation d'une union ouvrière révolutionnaire pour se consacrer entièrement au terrorisme. Les populistes détournaient l'attention des travailleurs de la lutte contre la classe des oppresseurs, en exécutant – sans profit pour la révolution – des représentants isolés de cette classe. Ils entravaient le développement de l'initiative révolutionnaire et de l'activité de la classe ouvrière et de la paysannerie.

Les populistes empêchaient la classe ouvrière de comprendre le rôle dirigeant qu'elle devait jouer dans la révolution et freinaient la création d'un parti indépendant pour la classe ouvrière. Bien que l'organisation secrète des populistes eût été détruite par le gouvernement tsariste, les conceptions populistes se maintinrent longtemps encore parmi les intellectuels d'esprit révolutionnaire.

Ce qui restait de populistes résistait opiniâtrement à la diffusion du marxisme en Russie, empêchant la classe ouvrière de s'organiser. Aussi le Marxisme ne put-il croître et se fortifier en Russie qu'en luttant contre le populisme »

(Histoire du PC(b)US, approuvé par le CC en 1938, édition Drapeau Rouge, p. 13/14).

Message du NPA:
T'inquiète pas Jean Marc,
en revenant en prison
tu pourras y retrouver Olivier
notre révolutionnaire subversif!



Les Fatou et Mohamed Français ont sifflé la Marseillaise pour dire : la République n'assure pas l'égalité de tous ses citoyens!

Déclaration du Collectif National des Sans Papiers le 15 Octobre dernier

Il paraît qu'un sondage est venu relayer « l'indignation » médiatique fortement publicisée des Sarko/Hortefeux contre les « sifflets » au Stade de France. Des jeunes « arabes » et « noirs » qui ont sifflé ont répondu : « Nous ne sifflons pas la France, mais l'hypocrisie qui nous exclue de notre citoyenneté ».

En effet ils s'appellent Fouad, Mamadou, elles s'appellent Khadija, Bintou, ils, elles sont français(e)s, mais le racisme d'Etat aggravé du règne de Sarko/Hortefeux, ces imitateurs hypocrites de Le Pen, ne considèrent en réalité comme « français » que les Paul, les Sylvie, les Jordan au faciès européen et de surcroît de confession catholique.

La « République » va même leur nier le droit à l'antisionisme au point de taxer toute dénonciation du sionisme israélien « d'antisémitisme », ce mal européen, qui s'est soldé sous la houlette des nazis par plusieurs génocides (les communistes, les Slaves, les Tziganes, les handicapés, les homosexuels, et les Juifs).

La « République » pratique sans gêne le « deux poids deux mesures » même en ce qui concerne les morts : quand un cimetière juif ou catholique est profané, l'indignation légitime médiatique et officielle n'est pas pareille à la profanation d'un cimetière musulman.

La couleur de la peau, le faciès, le nom, la culture, la religion, l'origine demeurent des critères qui font que l'on est considéré ou pas comme « un vrai, un bon français ».

Le Président Sarkozy lance à la figure des Africains qu'ils « sont hors de l'histoire et qu'ils doivent entrer dans l'histoire » et lance ici sa formule assassine sur la « karchérisation » des quartiers

populaires. Finkielkraut, Frèche, De Villiers et Le Pen se permettent des sorties sur « l'équipe de France de football qui a trop de Noirs ». L'académicienne Hélène Carrère d'Encausse explique que la « polygamie est à l'origine des émeutes de banlieues ». Pascal Sevran, animateur de France Télévision, se livre à l'abject entretien de la parole raciste : « La bite des Noirs est responsable de la famine en Afrique » avant de confirmer ses propos dans *Var Matin* du 6 décembre 2006 : « Et alors ? C'est la vérité ! L'Afrique crève de tous les enfants qui y naissent sans que leurs parents aient les moyens de les nourrir. Je ne suis pas le

Des sanctions seront prises la prochaine fois que la Marseillaise sera sifflée dans un stade...



seul à le dire. Il faudrait stériliser la moitié de la planète ! ». Des joueurs Noirs sont insultés et hués par des imitations de singes dans les stades. Rien de tout cela n'indigne les médias, l'intelligentsia, les gouvernants.

L'hymne français a-t-il déjà été sifflé à Alger, Rabat, Tunis, Dakar, Conakry ou Bamako? Mais quand des jeunes français au nom, au faciès, à la religion, à la culture que la « République » n'admet pas comme « français », crient leur ras le bol du racisme d'Etat et du racisme tout court, c'est l'hystérie de la diabolisation qui démasque l'hypocrisie dangereusement raciste qui se tapit derrière la création du « Ministère de l'Identité Nationale ». En fait il s'agit bel et bien de désigner sans le dire ouvertement les Français Noirs, Arabes, Kabyles, Asiatiques, Latino-américains comme une menace pour une « identité française » réduite aux « Européens » et à la religion catholique. Sarkozy dans le sillage de Le Pen, a un vrai projet de « communautarisation » racialisée de la société. Voilà comment on tue la REPUBLIQUE sans le dire! C'est aussi cela qui se cache derrière la chasse à l'étranger, au travailleur sans papiers, voilà la signification du piège patronal de « l'immigration choisie ».

Il y a bel et bien deux projets en lutte en France et en Europe : - le projet d'une société, d'une nation raciste et communautariste qui divise le monde du travail et donc affaiblit les luttes sociales et le projet d'une société, d'une nation du vivre ensemble dans l'égalité qui soude les travailleurs autour de leurs intérêts de classe. La CNSP appelle à l'unité des travailleurs pour l'égalité des droits et de dignité!

Note de lecture :

La France, autopsie d'un mythe national

Par Saïd Bouamama, Edition Larousse



La France est une nation qui a été et qui est parcourue par de nombreuses passions politiques correspondant à des projets de société contradictoires. Notre moment historique est celui d'une remise en cause de nombreux acquis économiques, politiques et sociaux. Inévitablement, le discours sur l'histoire est de nouveau passionné car il est porteur de conséquences sur notre avenir.

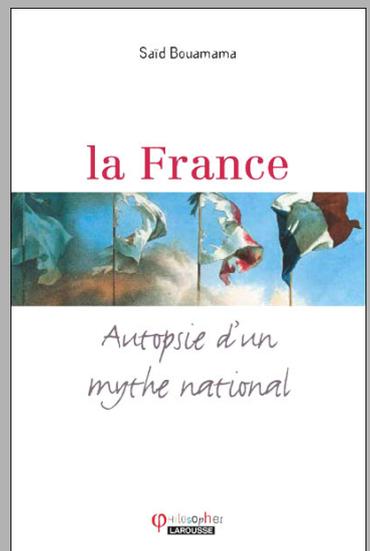
L'identité française serait en péril, menacée par la tentation de l'oubli de nos racines, le chant des sirènes de l'étranger, la nouvelle donne d'un Islam hexagonal... Mais qu'est-ce que la France, la nation

française? Qu'est-ce qu'être français aujourd'hui? Et comment devient-on français? Ces questions sont régulièrement au cœur de débats animés sur la « France éternelle », « l'exception française », la citoyenneté, la diversité.

Les questions de l'identité nationale, de la citoyenneté et de la diversité sont régulièrement à la une des médias et au cœur du lien social.

La multiplication des discours sur « l'exception française », le retour aux « valeurs françaises », la « France éternelle » indique les enjeux : Les problèmes liés à l'immigration, à l'enseignement de l'histoire et ses contradictions, l'héritage des Lumières et de la Révolution, l'approche de la colonisation, ou encore la question religieuse avec la nouvelle donne d'un Islam français, le décryptage des crises sociales récentes et la mise en perspective des thèmes et contenus des campagnes électorales. Au sommaire : Une introduction qui présente le retour du débat sur la France ; des pistes d'analyse

et de discussion ; une mise en relation de toutes ces réflexions éclairant les paradoxes que contient le concept même de « France » ; une proposition pour conclure : une France ou des Frances ?



Un Noir à la Maison Blanche : Le monde commencerait-il à changer ?

Il y a quelques semaines, on pouvait voir à la télé une petite grand-mère ovationnée, portée à bout de bras par les habitants de son village au fin fond du Kenya ; son petit fils venait d'être élu... président des Etats Unis d'Amérique.

Ce jour là, les cris de joie, les fêtes populaires se sont multipliés partout dans les pays du Sud pour saluer l'élection de Barak Hussein Obama ; au Kenya mais aussi ailleurs en Afrique, en Palestine occupée, en Amérique Latine...

Chez nous, les progressistes n'ont pu rester indifférents à un événement aussi important de l'histoire des USA, cette puissance qui domine directement ou indirectement l'ensemble de notre planète. Certains ont réagi avec beaucoup de condescendance voire de mépris face à ces liesses populaires : « Ils vont tomber de haut ! » ; « Quelle illusion ! »... D'autres se sont tout simplement réjouis. Nous avons été parmi ces derniers.

Bien sûr, Obama est l'homme du bipartisme qui verrouille la « démocratie » US. Bien sûr, il vient d'un parti bourgeois alter ego du parti républicain et son programme se distingue bien peu de celui de son ex-adversaire Mc Cain. Bien sûr, sa peau noire était un alibi tactique pour le parti démocrate, qui jouait là une carte importante pour ces élections. Bien sûr son élection n'a strictement rien à voir avec une révolution politique, à l'image d'un Hugo Chavez ou d'un Evo Morales... Ne serait-ce que parce qu'il est le poulain de très nombreux grands patrons US qui ont dépensé une fortune pour sa campagne ! Les communistes ne soutiennent jamais un « homme providentiel » qui mériterait magiquement toute confiance, mais l'expression politique à un moment donné d'un changement de rapport de force plus favorable à leurs luttes, fut-il éphémère. Toutes proportions gardées bien sûr, ce n'est pas parce qu'en France Léon Blum fut l'un des fossoyeurs du Front Populaire en 1938, qu'il ne fallait pas le soutenir en 1936 lors de la montée en puissance de ce front.

96% des Noirs américains dont une grande partie s'est inscrite sur les listes électorales pour l'occasion, 67% des Latinos, une bonne partie des « classes moyennes » blanches précarisées par la crise, jusqu'à certains Blancs racistes issus de l'électorat traditionnel républicain, exaspérés par l'interminable mandat de



Bush : tel fut l'électorat très nettement majoritaire d'Obama dans un pays qui, il y a quelques dizaines d'années encore vivait sous le régime ignoble de l'Apartheid... Contre une bourgeoisie US dont l'histoire est faite d'oppression de classe et de discrimination raciale, l'héroïque mouvement des Droits Civiques commencé dans les années 60, marque ici un pas supplémentaire et décisif, dont se réjouiraient sans doute nos camarades bolcheviks afro-américains comme Harry Haywood...

Ce vote est aussi un signal fort dans les luttes de classe au sein des USA, et ce n'est pas par opportunisme que le *Parti Communiste des USA* (CPUSA) a soutenu Obama contre le « G.I. » sanguinaire Mac Cain. Rejet des guerres d'occupation, rejet de l'insupportable système de santé, rejet des lois liberticides, rejet des conséquences de la crise du capitalisme ; les raisons ne manquaient pas d'exprimer le ras-le-bol anti-Bush.

Ce vote est aussi l'occasion de se réjouir au delà des seuls USA. Fidel Castro, Hugo Chavez, les leaders progressistes de pays qui ont trop longtemps souffert de la domination impérialiste arrogante des USA ont salué cette victoire et le départ de Bush. Objectivement, le seul fait que la bourgeoisie US soit forcée de proposer comme président un Noir, traduit chez eux un changement de tactique politique, un affaiblissement les forçant à plus de « souplesse », du moins dans un premier temps. Ce changement tactique est non seulement en rapport avec l'accélération de la crise du capitalisme, ébranlant aujourd'hui les centres impérialistes eux-mêmes, mais aussi avec un nouveau contexte à l'échelle internationale, où les peuples dominés commencent à relever la tête et retrouver l'espoir que tous croyaient perdu. L'histoire des luttes tourne la page sombre d'un monde unipolaire, et annonce un monde « multipolaire », donc plus fragile vis à vis des révolutions socialistes pour lesquelles nous combattons ! Quand les peuples qui ont cru en la victoire électorale d'Obama feront l'expérience concrète de ses limites objectives, ils lutteront de plus belle et avec plus de force et de détermination pour prendre leur destin en main !

Vous pourrez lire la brochure publiée par le Cercle Henri Barbusse sous le titre « Un Noir élu président des USA, une nouvelle étape dans la lutte pour l'égalité des droits » en vous connectant à notre site Internet.

Après l'ouragan Gustav, soyons solidaires avec le peuple cubain comme il l'a été si souvent avec les autres peuples !

L'Algérie, qui commençait à vivre sans le joug colonial français, a vu arriver ses médecins. La révolution cubaine venait de triompher et partageait le peu qu'elle avait.

Des milliers de ses femmes et de ses hommes moururent en combattant contre l'apartheid en Afrique: ils gagnèrent, mais l'histoire des puissants s'obstine à leur en refuser le crédit.

Une photographie a changé le cours de la guerre du Vietnam : cette enfant qu'on voit courir nue sur une route, en pleurs à cause de ses brûlures dues aux bombes de NAPALM étasuniennes... c'est à Cuba qu'elle a été soignée.

C'est l'unique pays, l'unique, qui a accueilli sur son territoire beaucoup de ceux qui sont tombés malades à cause de l'explosion de la centrale nucléaire de Tchernobyl. Il l'a fait, alors que l'URSS avait disparu et que les dirigeants de la Russie étaient soumis aux Etats-Unis et aidaient à asphyxier un peu plus l'économie cubaine déjà opprimée.

Des milliers d'Africains et de Latinos pauvres ont été formés à Cuba pour devenir des sportifs et des médecins : gratuitement.

Dans les coins les plus inhospitaliers d'Amérique Latine, d'Afrique et d'Asie, des millions de femmes et de bébés ont été sauvés lors de l'accouchement, par ces nouveaux apôtres arrivés de Cuba.

Au Pakistan, lors des soins apportés, beaucoup de paysans découvraient l'existence de la médecine, l'existence de cette île et d'êtres humains à la peau noire et en blouse blanche.

Lorsque l'un des nombreux cyclones fit quasiment disparaître une partie d'Haïti, Cuba proposa à la France : vous envoyez les médicaments, et nous, les médecins. Paris préféra envoyer des troupes pour aider à contrôler les légitimes protestations. Cuba, seule et dans le silence, envoya ses médecins ainsi que quelques tonnes de médicaments.

Il est difficile de calculer combien de milliards de dollars a pu coûter tout cela. Par contre, il est très facile de savoir que la Révolution et son peuple ont donné tout cela, plutôt que de l'investir dans l'amélioration de leur propre vie quotidienne. (...)

Cette révolution et son peuple, qui nous ont tant donné, ont aujourd'hui besoin de nous.

Hernando Calvo Ospina, 21 09 2008

Les associations *France Cuba* et *Cuba Coopération France* unissent leurs efforts pour soutenir Cuba dans sa reconstruction. Après le passage de l'ouragan Fay quelques semaines plus tôt, Gustav, le plus destructeur depuis 50 ans, vient de faire près de 100 victimes dans les Caraïbes. Si aucun mort n'est à déplorer à Cuba grâce à l'organisation et à la solidarité qui unit ce peuple, l'île mettra des années à se remettre des dégâts matériels occasionnés. Les vents ont atteint des pointes de plus de 350 km/h sur l'île de la Jeunesse et Pinar el Rio. Dans une moindre mesure, la province de La Havane a également été touchée. Des milliers de logements et de structures collectives, d'entreprises ont été totalement ou partiellement détruites, des récoltes et des plantations ravagées, des systèmes électriques et d'assainissement grandement endommagés. Cuba qui lutte depuis 50 ans contre le blocus nord américain doit donc redoubler d'énergie et de résistance pour se relever de cette catastrophe. La reconstruction est déjà engagée. *France Cuba* et *Cuba Coopération France* vous appellent à verser vos dons à l'ordre de :

« **Solidarité Cyclon Gustav** » *France Cuba Lille Métropole*
12/C/400 rue Jean Jaurès 59200 Tourcoing



GUERRE AU CONGO DEMOCRATIQUE : *La nouvelle « guerre froide » des USA contre la Chine en Afrique !*

Les images de cadavres défilent sur nos écrans sur l'Est du Congo, patrie du grand patriote Patrice Lumumba. Encore une fois les « sauvages » africains se tuent entre eux, dira t-on...

L'armée congolaise est présentée comme une bande de mercenaires corrompus qui tuent, pillent, violent. L'ordre règnerait du côté des « rebelles tutsis » du général Nkunda, dont on nous cache qu'ils sont armés, formés et appuyés par l'Etat Rwandais dirigé par le Général en civil Paul Kagamé.

On est loin des années 1994 du génocide, quand le Front patriotique rwandais (FPR) au pouvoir aujourd'hui à Kigali menait une guerre anti-ethniste et anti-fasciste contre le « Hutu power » armé, soutenu et appuyé par un contingent français de 1990 à 1994. Une fois le génocide déclenché, l'opération « Turquoise » décidée par le président F. Mitterrand protégea les génocidaires mêlés aux populations Hutus pour qu'ils se replient dans les camps de l'autre côté de la frontière au Congo.

On se souvient qu'en 1996 l'armée rwandaise et pratiquement les neuf Etats frontaliers du Congo soutinrent le déclenchement de la lutte armée victorieuse de l'AFDL de Laurent Désiré Kabila contre le plus grand assassin de Congolais après la colonisation belge : l'agent de la CIA J. Mobutu. L'alliance nationaliste congolaise et panafricaine vola en éclat en 1998 lorsque le Rwanda envahit le Congo après une tentative manquée de renversement de L.D. Kabila. Il apparaît de plus en plus que Kabila père a été assassiné pour avoir tenté de desserrer l'étau des diktats US en signant des contrats économiques avec la Chine.

La signature d'un contrat avec la Chine sur l'échange d'infrastructures contre du cuivre et du cobalt pour un total de 9 milliards de dollars est la cause immédiate de l'offensive militaire de Laurent

Nkunda, dirigeant d'une faction rebelle intégrée dans le cadre de « l'accord de paix » qui avait imposé la formule « 4 plus 1 » (un président et 4 vice-présidents dont trois rebelles soutenus par le Rwanda et l'Ouganda, les deux pays agresseurs par « rebelles » interposés). Puis le gouvernement congolais a décidé de revoir les termes des 60 contrats miniers les plus importants. Inacceptable pour les multinationales occidentales, notamment la plus grande multinationale active dans le secteur du cuivre : *Freeport Mc Moran*, laquelle possède la majorité des actions dans la société minière congolaise *Tenke Fungurume*, suite à des machinations qui ont réduit les parts de la société congolaise *Gécamines* de 48 à 14 %.

Le *Forum International pour la Vérité et la Justice dans l'Afrique des Grands Lacs*, qui réunit des personnalités telles que le Prix Nobel de la Paix Adolfo Pérez Esquivel, l'élue au Congrès des Etats-Unis Cynthia A McKinney, le Président de la Fondation S'Olivar Joan Carrero, et la Fédération des Comités de Solidarité avec l'Afrique Noire, vient de dénoncer les « rebelles » de l'est du Congo comme « *les gendarmes de groupes beaucoup plus puissants ; ils agissent pour le compte de ceux qui s'opposent à ce que la Chine pénètre où que ce soit au Congo* ».

L'enjeu est ici les minerais stratégiques qui se trouvent dans l'Est de la RDC, et en particulier une variété très spéciale de *coltan*, un composé de colombite et de tantale, indispensable dans l'industrie des télécommunications, et de *caserite*. Le *Forum International*

pour la Vérité et la Justice dans l'Afrique des Grands Lacs constate que « *le Rwanda est un grand exportateur de coltan, mais n'a pas de coltan sur son territoire* ».

Même la MONUC, force d'interposition de l'ONU de 17000 casques bleus, est accusée : « *La MONUC disparaît fréquemment quand Nkunda a le vent en poupe et, inversement, elle s'interpose et joue son rôle de modérateur lorsque Nkunda est acculé par l'armée congolaise* ». Si à la frontière du Soudan du côté tchadien, comme l'a révélé l'horrible scandale de l'Arche de Zoé, c'est l'Union Européenne, à travers la présence militaire française, qui est en pointe pour contraindre le pouvoir de Khartoum à abandonner sa relation « Sud/Sud » avec la Chine, surtout dans l'exploitation pétrolière, en RDC, c'est le Rwanda et les dits « rebelles » rwandais qui sont le fer de lance de la nouvelle « guerre froide » de l'occident impérialiste contre le développement économique de la Chine. Cette nouvelle « guerre froide » a déjà fait plus de 4 millions de morts au Congo.

Nous exigeons le respect de la souveraineté, de l'indépendance et de l'unité territoriale de la RDC !



Un seul Etat démocratique et laïque en Palestine : Etape vers l'émancipation de l'Humanité

Jusqu'à la fin des années 70 du XXème siècle, tant au sein des organisations palestiniennes de résistance qu'au sein du mouvement international de solidarité, l'option d'un seul Etat démocratique et laïque en Palestine est restée la ligne principale de résolution du « conflit israélo-palestinien ». A la faveur des échecs militaires palestiniens, de la fin de la guerre froide, de la fin du soutien des pays de l'Est et du reflux des mouvements progressistes anticoloniaux, l'idée d'un partage de la Palestine en deux Etats s'est peu à peu imposée dans une partie du mouvement international de solidarité. Ce n'est qu'après l'échec des accords d'Oslo de 1993 et au regard de la situation concrète sur le terrain en Palestine que l'option d'un seul Etat démocratique et laïque a repris place dans les débats.

Quels sont les arguments développés par les promoteurs de la « solution à deux Etats »? Quelle est la signification politique de l'idée d'un partage de la Palestine? Quels sont les arguments de la Résistance palestinienne en faveur d'un seul Etat démocratique et laïque en Palestine? Voilà les questions que nous devons nous poser si nous voulons appréhender de façon correcte le « conflit israélo-palestinien ».

Neuf arguments pour une solution qui n'en est pas une...

Les arguments des promoteurs d'un partage de la Palestine peuvent se résumer de la manière suivante. **Premièrement** l'établissement d'un Etat sur une partie limitée du territoire de la Palestine est une étape nécessaire d'autant que, **deuxièmement**, le rapport de force ne permet pas d'obtenir plus dans les circonstances actuelles et que, **troisièmement** on a besoin d'une solution rapide pour sauver de la misère et de l'étouffement. **Quatrièmement**, aujourd'hui Israël est une réalité et, **cinquièmement**, l'opinion publique juive n'est pas mûre et veut le maintien d'Israël comme une entité à part. **Sixièmement** le peuple palestinien et leurs dirigeants veulent deux Etats et nous ne pouvons que soutenir leur choix d'autant que, **septièmement**, ceux (Etats-Unis et Union Européenne) qui pourraient exercer des pressions ne sont prêts à le faire que dans le cadre de l'option de deux Etats et que, **huitièmement**, les Nations Unies, à travers notamment la résolution 242, n'ont jamais reconnu les annexions de 1967, ce qui constitue une bonne base pour la création de deux Etats. Enfin, pour couronner l'ensemble, le **neuvième argument** insiste sur l'idée que l'option d'un seul Etat affaiblit le mouvement de solidarité internationale qui est très largement derrière la solution à deux Etats.

Tous ces arguments qui, lorsqu'on n'y prend pas garde, pourraient sembler de « bon sens » ignorent l'Histoire palestinienne et ignorent la réalité du terrain tant pour les Palestiniens des territoires occupés, que pour les « Arabes » d'Israël. Ignorant l'Histoire, ces arguments font l'impasse sur le retour des réfugiés palestiniens. C'est à dire évacuent ce qui constitue le cœur d'un futur règlement du « conflit Israélo-palestinien » sans lequel aucune solution n'est possible. En ce sens, la création de deux Etats n'est pas une solution viable.



Pour, mais sans le peuple palestinien...

Les promoteurs de la solution à deux Etats ne résolvent fondamentalement aucun des problèmes créés par l'entreprise sioniste de colonisation de la Palestine: racisme et discrimination à l'intérieur de l'Etat sioniste, occupation en Cisjordanie et à Gaza, diaspora palestinienne des réfugiés. De plus – et ce n'est pas là la moindre des objections qu'on peut leur faire – ils font dépendre le sort du peuple palestinien du bon vouloir de ceux qui l'oppriment et de leurs alliés. Leurs efforts intellectuels se réduisent aux spéculations sur les résultats des élections aux Etats-Unis, en Israël, en Grande-Bretagne ou en France. Cela revient à dire qu'ils renoncent à lutter concrètement pour la libération de la Palestine historique. C'est à dire qu'ils spéculent sur une solution tout en excluant de leurs élucubrations intellectuelles le peuple palestinien. Ils oublient que c'est grâce à la Résistance, notamment depuis 1964, (actes de sabotage, détournements d'avions, soulèvement armé à Gaza en 1971, soulèvement général de Gaza en 1979, grève générale et



grandes manifestations de 1982, première Intifada de 1987-1993, deuxième Intifada de 2000...) que le peuple Palestinien a recommencé à exister.

En conséquence, les promoteurs de la solution à deux Etats font l'impasse sur l'affaiblissement du soutien extérieur à l'Etat sioniste notamment de l'Union Européenne (25 pays européens ont voté une résolution contre la construction du « Mur » par exemple) et sur l'effritement intérieur, le recul de la cohésion interne apparu au sein de l'entité sioniste qui a pris corps principalement sous la forme d'une revendication de plus en plus insistante d'évacuation des territoires occupés et d'une exigence d'égalité.

Au lieu d'offrir des perspectives à ces



nouvelles tendances, la solution à deux Etats leur tourne le dos et plutôt que d'aller dans le sens de l'égalité elle revient à une sorte de nettoyage ethnique mutuel.

Les tenants du partage de la Palestine, oubliant le nettoyage ethnique de 1948, oubliant l'exigence légitime d'indépendance d'un peuple et d'un pays colonisés, oubliant la volonté et les nécessités de ce peuple, oubliant le droit au retour des réfugiés, oubliant tout simplement le peuple palestinien et légitimement ainsi une entreprise raciste de colonisation présentée comme un fait accompli et immuable. Croyant lutter pour les Palestiniens ils aident en réalité leurs ennemis sionistes et leurs alliés et refusent ainsi aux Juifs la possibilité d'être un jour Israéliens.

Un seul Etat démocratique et laïc: solution élaborée ou nécessité de l'Histoire?

Pour une partie des dirigeants palestiniens il s'agit fondamentalement de trouver une voie qui évite la mobilisation des masses palestiniennes et permettent par des négociations en

coulisse de satisfaire les intérêts de la bourgeoisie palestinienne. Pour une partie des militants du mouvement de solidarité internationale il s'agit principalement de contenir ce mouvement dans un cadre qui permette la survie d'Israël en tant qu'Etat juif. Ce faisant ils ne remettent pas en question le sionisme et n'en dégagent pas le caractère oppressif tant pour les Palestiniens que pour les Juifs.

A contrario de ce qui vient d'être exposé, l'idée d'un seul Etat replace la question des réfugiés au cœur du problème et de sa solution. Tout Palestinien a le droit de rentrer chez lui, dans sa patrie. Cette aspiration est d'ailleurs clairement proclamée par le Droit International. Toute autre solution entérinerait et légaliserait le net-

toyage ethnique dont ils ont été - et continuent d'être - les victimes.

L'option d'un seul Etat répond aux aspirations d'égalité des Palestiniens qui vivent dans l'Etat sioniste et bat en brèche le racisme d'un Etat confessionnel et ethniquement pur. Cette option va dans le sens des acquis des Droits de l'Homme, ne faisant dépendre la citoyenneté ni de la religion ni de la nationalité.

Elle permet parallèlement de cadrer la lutte contre l'occupation, dans le sens de l'élaboration, pour toute la Palestine, d'une loi commune en lieu et place de la loi privée (la religion).

La solution à un seul Etat est libératrice. Elle appelle le peuple palestinien à s'organiser et à lutter pour sa propre libération sans attendre que l'« on » veuille bien lui donner un Etat. C'est sur ce terrain que peut se traduire l'union avec les Juifs attachés à la terre de Palestine mais opposés et rebutés par les implications racistes de l'idéologie sioniste. L'idée d'un seul Etat promet un apprentissage de l'égalité et de la vie commune tant pour les Palestiniens que pour les Juifs dans une dynamique commune: lutter ensemble pour vivre ensemble.

Au surplus la conjoncture de base est favorable. Le sionisme a créé à son insu les conditions d'un seul Etat: un seul territoire qui existe déjà avec une seule frontière, une seule administration et une seule économie à un moment où les contradictions internes s'aiguisent entre Juifs orientaux et occidentaux, entre riches et pauvres, entre orthodoxes et laï-

ques...entraînant une contestation grandissante du sionisme et de la violence qui l'accompagne: Refuzniks, chute de l'immigration, croissance des départs, mouvements pacifistes etc.

Sur un plan plus large, la solution à un Etat maintient le lien entre la lutte contre le sionisme et la lutte contre l'hégémonie occidentale dans le Monde arabe. Après la première guerre mondiale l'entreprise sioniste est venue s'insérer dans la stratégie coloniale de domination du Monde arabe par la Grande Bretagne. Sur cette base les rapports entre l'entité sioniste et l'empire britannique puis états-unis sont devenus pour l'essentiel des rapports de protection et d'utilisation. L'Etat Juif d'Israël est la tête de pont des occidentaux dans le monde arabe. Ainsi l'emprise sioniste sur la Palestine et celle de l'« Occident » sur le monde arabe sont intimement liées. On ne peut donc libérer la Palestine de la première emprise sans secouer la seconde.

Ainsi, à moins de nier le mouvement et le sens de l'Histoire qui nous conduit inexorablement vers des rapports futurs exempts de domination, l'idée d'un seul Etat apparaît moins comme une solution élaborée que comme une nécessité de celle-ci.

L'option d'un seul Etat est une voie difficile et personne ne peut dater précisément le jour et l'heure où un Etat démocratique et laïc verra le jour dans une Palestine unie, débarrassée du sionisme et dans laquelle chacun pourra vivre et s'épanouir sans que sa citoyenneté et ses droits ne dépendent de sa religion ou de sa nationalité. Mais personne ne peut dire non plus que cela ne sera pas.

L'option du partage de la Palestine n'est pas seulement injuste. Elle est tout aussi difficile et même impossible si le peuple palestinien ne renonce pas à la majorité de ses droits. Si l'option d'un seul Etat en Palestine est une nécessité de l'Histoire et si la liberté est la capacité à saisir les nécessités, alors un seul Etat démocratique et laïc en Palestine sera l'expression d'une Humanité libre ou tout au moins en voie d'émancipation.

Cet article résume la position du FPLP, Front Populaire de Libération de la Palestine, exposée dans un texte de 2008 intitulé « Un Etat ou deux Etats? »

Sur les murs de Palestine, la moustache a la cote !

Par le Cercle Communiste de Région Parisienne

Le 26 Janvier dernier, Georges Habache, communiste fondateur du *Front Populaire de Libération de la Palestine* (FPLP), nous quittait à l'âge de 82 ans, après une vie exemplaire de lutte pour la défense des droits du peuple palestinien.

Même s'il n'était plus sous les projecteurs de l'actualité depuis un moment, les partisans progressistes de la cause palestinienne dans le monde entier ont été affectés par cette nouvelle, mais ce ne sont pas les seuls ! Malgré cette triste nouvelle, l'année 2008 aura été marquée par le rapprochement du FPLP avec les autres partis progressistes comme le *Front Démocratique de Libération de la Palestine* (FDLP) et du *Parti du Peuple Palestinien* (ex Parti Communiste de Palestine), pour dénoncer les massacres perpétrés par l'armée israélienne en particulier à Gaza et pour travailler à l'unité du peuple Palestinien et à la fin des hostilités fratricides entre le Fatah et le Hamas.

Le FPLP et ses alliés de la gauche (FDLP et PPP) ne se sont jamais laissés détourner de la lutte contre l'opresseur sioniste et ne sont donc pas tombés dans le piège de la division interne du front nécessaire de lutte pour une Palestine indépendante, libre et démocratique. Le processus d'unité entre le FPLP, le FDLP et le PPP (ex-parti communiste de Palestine) est salubre et demande le soutien internationaliste de toutes les forces communistes et de gauche.

Quand on sillonne les villes et villages de Palestine, ce respect se voit à l'œil nu ! Si les murs portent un certain nombre de visages d'Arafat ou de personnalités religieuses de la résistance, l'image qui l'emporte de très loin, en tag, en pochoirs, en fresques, en peintures, en affiches, c'est la moustache de Georges Habache et la flèche du retour, symbole du FPLP.

Entre le Fatah dont une partie corrompue se vend à Israël et le Hamas façonné politiquement par le colon sioniste pour diviser la résistance, le FPLP est le seul à ne s'être jamais détourné de la lutte à la fois contre l'opresseur sioniste et contre les divisions internes au front de lutte pour le rétablissement des droits du peuple Palestinien.

La plupart des Palestiniens pourront vous le confirmer : « *Habache est toujours resté droit* ». Assurément, son combat continue ! Soutenons-le ici, en privilégiant le FPLP et le futur Front de la Gauche Palestinienne, dans l'aide que nous apportons à la résistance palestinienne !



Sommet de l'OTAN : NON aux guerres impérialistes !

Par le Cercle Communiste d'Alsace

Au mois d'avril 2009, l'OTAN (*Organisation du Traité de l'Atlantique Nord*) organise son sommet à Strasbourg et dans les villes allemandes voisines de Kehl et Baden-Baden. A cette occasion, une mobilisation internationale se prépare pour montrer l'opposition des peuples à cette machine de guerre impérialiste.

Pour comprendre l'importance de lutter aujourd'hui contre l'OTAN, un retour sur l'histoire de cette organisation et sur son rôle actuel sont nécessaires.

L'OTAN est créée après la seconde guerre mondiale, le 4 avril 1949, par les Etats-Unis et ses alliés occidentaux pour lutter contre le communisme. L'OTAN est née de la volonté de contourner l'ONU où les soviétiques disposaient d'un droit de veto pouvant mettre en échec les visées impérialistes essentiellement américaines. Les occidentaux trouvent une parade en ayant recours à l'article 51 de la charte des Nations unies qui permet le "droit naturel de légitime défense, individuelle ou collective". Les années suivantes, l'OTAN se développera surtout en Europe.

Quand l'URSS existait encore...

Tant que l'URSS existe, l'OTAN déploie de nombreuses forces terrestres en Europe et notamment en Allemagne de l'Ouest. Suite à l'adhésion de cette dernière au Traité de l'Atlantique Nord (6 mai 1955), l'URSS et les démocraties populaires de l'Europe de l'Est créent le traité d'amitié, de coopération et d'assistance mutuelle, dit *Pacte de Varsovie* le 14 mai 1955. L'objectif est de stopper les projets militaires de l'impérialisme occidental et de favoriser la paix en Europe, ce qui durera 45 ans.

Après le démantèlement de l'URSS...

Depuis le démantèlement de l'URSS à la fin des années 80, les Etats-Unis s'imposent comme seule « superpuissance ». Toutes les guerres américaines sont au service de leur impérialisme économique. C'est à dire pour le droit des multinationales de continuer à imposer leurs règles économiques et sociales, de marchander les matières premières et de piller le tiers monde.

Dans ces guerres, l'OTAN est le bras armé des intérêts américains. C'est bien l'approvisionnement en pétrole et en gaz qui est l'objectif permanent de Washington.

Derrière une propagande de paix, de prospérité et de défense des opprimés, l'OTAN fait la guerre, ruine et massacre des populations pour assurer la suprématie des Etats-Unis. Ce fut le cas en 1999 en Yougoslavie ou plus récemment en 2001 en Afghanistan.

En Yougoslavie :

Sous prétexte de sauver les Albanais du Kosovo d'un prétendu génocide perpétré par les Serbes, l'OTAN intervient militairement. Comme le reconnut Jamie Shea, son porte-parole officiel, il s'agissait d'une invention pure et simple. En réalité, l'intervention poursuivait un double objectif : se rapprocher du Caucase et de son pétrole, encercler et affaiblir la Russie.

Les Etats-Unis installent au Kosovo une gigantesque base militaire permanente, dénommée *Camp Bondsteel*. Pour atteindre ce double objectif, les Etats-Unis se sont appuyés sur les séparatistes de l'UCK que l'envoyé spécial US, Robert Gel-

bard, qualifiait publiquement de «terroriste» un an auparavant, qu'ils ont armés et encouragés à assassiner des policiers et civils serbes et des Albanais loyaux à la Yougoslavie. Les résultats de l'intervention de l'OTAN sont terribles pour la Yougoslavie: 2.000 civils tués, 5.000 blessés, 147 hôpitaux touchés, l'économie détruite. Les impérialistes occidentaux se partagent ce qu'il reste. Quand à l'UCK, elle « purifie » le Kosovo : 230.000 Serbes, Juifs, Roms, Musulmans, Turcs et autres minorités persécutées

doivent fuir suite aux violences dans l'indifférence de l'OTAN.

En Afghanistan :

Sous prétexte de venger le 11 septembre et de capturer Ben Laden, l'OTAN, sous direction américaine intervient en Afghanistan. Mais le véritable objectif est de contrôler militairement le centre stratégique de l'Asie, de construire un pipeline permettant de contrôler l'approvisionnement énergétique de l'Asie du Sud. Les conséquences de l'intervention sont une occupation de longue durée et une forte hausse de la production et du trafic d'opium.

C'est un gouvernement fantôme qui dirige le pays : le «président» afghan Karzaï soutenu par les Américains était un employé de la multinationale pétrolière Unocal et dix de ses ministres ont un passeport américain. Avec ou sans les talibans, Washington ne cherche qu'à contrôler toutes les routes du pétrole dans le monde.

Pour des profits maximums mais aussi et surtout pour affaiblir ses rivaux : Europe, Japon, et surtout, dans ce cas, une Chine trop indépendante.

C'est l'impérialisme qui cause la guerre!

Le militarisme et la multiplication des guerres ne tombent pas du ciel : ils sont la conséquence de l'aggravation de la crise économique qui est inévitable dans le système économique capitaliste, sans cesse à la recherche de débouchés pour une production de marchandises qu'il ne peut plus écouler. L'OTAN est un outil essentiel dans la stratégie de l'impérialisme occidental : si l'organisation n'intervient pas directement, elle assure un soutien logistique important dans d'autres opérations militaires de ses Etats membres, c'est le cas de l'Irak depuis 2003, par exemple. Les peuples doivent s'opposer aujourd'hui à l'OTAN pour empêcher les guerres impérialistes de demain, celles que l'on entend annoncer depuis Washington : l'Iran, la Colombie, Cuba, le Venezuela, la Bolivie, la Russie, la Chine ?



« Phrases et... bases » Affiche soviétique dénonçant le double langage de l'OTAN, les médias parlant de « paix », « défense », « désarmement », tandis que les bases militaires encerclent l'URSS... 1952.

Le contre-sommet de l'OTAN d'avril 2009 est une occasion de montrer notre détermination et notre volonté de lutter contre les projets de guerre de l'OTAN.

Pour contacter et aider la Coordination anti-OTAN Strasbourg : sommet.otan.2009@gmail.com

Annie Lacroix-Riz, à la MEP de Lille le 4 octobre dernier...
Par notre camarade Daniel ROUGERIE, directeur de publication de « Résistance », journal de la cellule Pierre Simonot (PCF - Lille centre)

A l'appel de la Coordination Communiste, de la cellule Pierre Simonot du PCF, du PRCF et de l'UEC, environ 200 personnes se sont rassemblées le 4 octobre dernier à la MEP, pour participer à une conférence-débat avec l'historienne communiste Annie Lacroix-Riz au sujet de son dernier livre «De Munich à Vichy : l'assassinat de la IIIe République (1938-1940)». C'est un assez beau résultat pour un sujet un peu difficile ! Mais pourquoi donc les organisateurs, plutôt tournés vers l'avenir, se sont-ils mobilisés sur un sujet vieux de 70 ans ?



Parce que la connaissance de l'histoire participe à la lutte de classe, parce que la bourgeoisie réécrit une histoire à sa gloire, parce que le peuple doit pouvoir la défier sur ce terrain-là aussi. Le passé éclaire crûment le présent : pour la bourgeoisie, ses intérêts de classe sont plus forts que l'honneur et la dignité. Elle l'a prouvé en se soumettant au capital allemand, espérant la reddition des peuples du monde. Il faut s'en souvenir aujourd'hui, où la crise du capital coïncide avec une crise de la démocratie, au moment où la bourgeoisie glisse inexorablement vers

des solutions autoritaires : le capital est en faillite par sa propre faute, la démocratie bourgeoise est une illusion qui commence à être percée à jour. Ce n'est pas parce que vous ne voyez dans la rue ni croix gammée ni salut fasciste que le front est calme. Au contraire, le temps se couvre : relégation de détenus ayant fini leur peine, détention d'enfants dès 12 ans, durcissement de la rétention en psychiatrie, mise en examen de journalistes déplaisant au pouvoir, et bien d'autres choses qui vous ont choquées ces derniers mois, l'arsenal répressif se met en place avec morgue. Comme en 40, l'unité des communistes est une condition clé pour que le

peuple puisse organiser sa résistance. Nous avons montré, modestement, à notre échelle, que c'était possible en organisant la journée du 4 octobre dernier avec Annie Lacroix-Riz. La mobilisation est venue de l'intérieur du Parti Communiste, avec la cellule Pierre Simonot et l'UEC, et de l'extérieur avec la Coordination Communiste et le PRCF.

Belle expérience, je crois, où nous avons su nous découvrir, voir que nous étions faits pareils, parce que nous étions faits pareils, parce que nous savons poursuivre sur cette voie !



1917 – Russie, 1949 – Chine, 1959 – Cuba :

Regards croisés sur trois révolutions qui ébranlèrent le 20^e siècle...

Retour sur notre initiative du 22 novembre dernier

Le 22 novembre dernier à l'initiative du Cercle Henri Barbusse, de la Coordination Communiste 59-62 et du comité France-Cuba Lille métropole, nous avons eu le plaisir d'accueillir et d'écouter les camarades Leyde Hernando Rodriguez, de l'ambassade de Cuba, Sun Hai-chao, de l'ambassade de Chine, ainsi que notre camarade Danielle Bleitrach, sociologue et militante communiste marseillaise, ex-membre du Comité Central du PCF, auteur d'un livre intitulé « Cuba, Fidel et le Che, ou l'aventure du socialisme ». Une vidéo de cette conférence-débat inédite en France sera bientôt disponible sur notre site Internet...

Lu sur le blog de D. Bleitrach...
<http://socio13.wordpress.com/>



Danielle Bleitrach

« Radio Campus a pris mon intervention pour une première émission, en attendant d'en faire une qui regrouperait toutes les interventions et le débat. Je voudrais dire à quel point j'attends cette émission dont j'espère qu'elle arrivera à restituer l'intelligence, la force d'une assemblée chaleureuse mais sans complaisance, une atmosphère de fraternité et de lutte; c'était la maison communiste retrouvée. Merci à nos camarades de Villeneuve d'Ascq et à ce travail politique qu'ils accomplissent. Un mot encore : j'ai découvert également ce soir là quelque chose qui m'a-



donné confiance, il y avait dans cette salle des communistes encartés, la cellule du coin, des jeunes de la JC, mais aussi d'autres parmi les organisateurs qui avaient quitté le parti, mais ils étaient tous respectueux les uns des autres et avaient pris l'habitude de travailler ensemble pour cette éducation populaire. (...) » D. Bleitrach



Un soutien mutuel entre la Chine et Cuba, réaffirmé par les camarades L. H. Rodri-

« Je suis très fier de ces camarades du Nord et du Pas-de-Calais car au delà de nos différences d'analyses, de nos divergences, ils montrent le visage de communistes authentiques et fraternels.

Je les aime puisque j'en connais depuis 1973, une vie commune longue, et aucun d'entre eux n'a cédé à quoique ce soit. Quand vous faites la « duccasse à Pierrot » après la conférence c'est tout le monde qui prend sa part, le repas est fait de mains de militants, le spectacle, de leur ingéniosité, de leur spontanéité à faire pâler les professionnels. Les « dirigeants » sont capables de mettre une nappe et de vous donner une leçon magistrale de marxisme, ils savent vous parler d'amitié, de notre parti qui saigne toujours au fond de leur cœur. Ils sont dans les luttes pas à côté mais dedans et devant, à leurs places de révolutionnaires, pas de blabla, des résultats. Il y avait dans cette salle tous ceux qu'il fallait pour servir notre idéal, mémoire, jeunesse, expérience, cohésion et cohérence idéologique. »

A.Girard

A NE PAS MANQUER!
Samedi 7 février

Salle du Gymnase à Lille
50 ans de révolution cubaine!
une initiative de France-CUBA

« Ce soir là j'ai fait une découverte, ou plutôt j'ai retrouvé ce que je savais déjà: ce que j'ai aimé par dessus tout dans le parti c'était cette chaleur populaire, cette culture de l'égalité et de la solidarité. Merci donc aux camarades du Cercle Barbusse et merci à cette camarade (elle s'appelait Lola je crois) qui est venue m'embrasser en me disant « Il faudrait te cloner, j'aime tant les femmes qui font de la politique, nous nous sommes tant battues pour cela! ». Merci à vous tous, et en particulier à toi Lola ».

D. Bleitrach

QUI SOMMES-NOUS ? IPNS

Nous sommes des militant-e-s agissant dans différents fronts (syndical, anti-impérialiste, anticolonialiste, associatif...) avec la conviction que nos luttes et nos revendications ne peuvent être complètement satisfaites dans ce système immonde qu'est le capitalisme. Il doit être renversé par la révolution, qui ouvrira la voie à une société débarrassée de l'exploitation; la société communiste. Pour nous aider dans ce combat, nous nous appuyons sur la théorie marxiste-léniniste. Organisé-e-s depuis 1991 au sein du PCF en tant que groupe révolutionnaire opposé à la dérive réformiste de ce parti, nous avons rompu en 2000 avec le PCF et œuvrons depuis à la reconstruction d'un parti communiste révolutionnaire.

Lisez nos analyses, participez à nos actions, consultez les anciens numéros de notre journal, informez-vous sur notre cycle de formation marxiste-léniniste en consultant notre site :

rassemblementcommuniste.org